

<https://www.snetap-fsu.fr/Quand-le-bac-Blanquer-s-auto-detruit.html>



Quand le bac Blanquer s'auto-détruit...

- Pédagogie - Bac Général -



Date de mise en ligne : vendredi 11 juillet 2025

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

À la demande de l'Élan Commun, un groupe de travail du [CNEA](#) s'est réuni le mardi 24 juin 2025. Portant sur le baccalauréat général et le baccalauréat STAV dans l'enseignement agricole, il répondait à une sollicitation récurrente depuis plus de deux ans - sachant que l'enseignement agricole n'a jamais bénéficié, rappelons-le, de comité de suivi de la réforme du baccalauréat...

Les attentes étaient nombreuses : clarification de la répartition des moyens et de la carte scolaire pour la filière générale, évolution des épreuves terminales S1, S4 et de l'épreuve orale terminale du bac STAV, attestation de langues vivantes, et bilan du dispositif HySyAgri.

Bac G : un bilan attendu... mais partiel

Ce groupe de travail arrivait à point nommé, tant le besoin d'un bilan sur le bac général était pressant. Pourtant, la réunion a laissé une impression d'impréparation. Le financement des options et des enseignements facultatifs a bien été abordé, mais de manière superficielle, comme une réponse de circonstance sans réelle prise en compte des difficultés soulevées par l'Élan commun. Aucune analyse régionale n'a été présentée, alors même que des disparités existent.

L'exemple de l'option AET (Agronomie, Économie et Territoires) est révélateur : réduite à une simple option facultative, elle n'est proposée que dans moins d'un établissement sur deux. Il devient urgent de redonner à l'agronomie une place centrale dans les formations, en lien avec les enjeux agroécologiques. Où est donc passé le "e" d'"environnement" ?

La mise en concurrence des disciplines accentue encore les déséquilibres

En Première, les élèves doivent choisir entre mathématiques, physique-chimie et biologie-écologie. En Terminale, ils doivent constituer une doublette parmi ces disciplines. Or, les moyens alloués ne permettent pas d'assurer un véritable choix. Cette situation fragilise les [EPL](#) et incite les équipes à bricoler pour maintenir une offre pédagogique cohérente. L'Élan commun réitère ici sa demande de remettre à plat la circulaire de référence qui tout en permettant d'offrir les 3 doublettes de spécialités (ce que plus de la moitié des [LEGTA](#) ont choisi), ne garantit pas un financement des heures d'options et d'enseignements facultatifs, renvoyant les établissements à une part de [DGH](#) facultative notoirement insuffisante...

Autre illustration des limites du système : dans certaines régions, les candidats ne sont jamais évalués en biologie-écologie lors du Grand Oral. Ce dysfonctionnement a été signalé à la Mirex.

Les enjeux portés par l'Élan Commun

L'Élan Commun a rappelé des points fondamentaux. Il a insisté sur la nécessité de valoriser la biologie-écologie, et de garantir sa reconnaissance dans les parcours de poursuite d'études, y compris à l'étranger. Le ministère affirme que des courriers ont été adressés pour améliorer cette reconnaissance, notamment sur Parcoursup, où un lien a été établi entre la biologie-écologie et les SVT.

L'Élan Commun a souligné que la réforme du bac général n'a pas été pensée en fonction des spécificités de l'enseignement agricole, au risque de remettre en cause sa légitimité. Il est donc indispensable de réaffirmer la valeur structurante du bac général dans l'enseignement agricole, ce que la [DGER](#) partage. L'Élan commun a réaffirmé en ce sens la nécessité de retravailler à des scénarios visant à élargir les spécialités offertes dans l'enseignement agricole, sachant que nous disposons en interne de ces capacités (en économie, en réinterrogeant l'agronomie dans le sens des sciences de l'ingénieur...). La DGER s'est dit ouverte à reprendre ce travail de réflexion à l'occasion d'un nouveau GT, sur la base d'une cartographie précise des spécialités, options et enseignements facultatifs dispensés par LEGTA qui fait défaut à cette heure.

Dispositif HySyAgri : un flou logistique

Le dispositif HySyAgri, fondé sur une alternance entre présentiel et distanciel - faute de DGH suffisante pour assurer une offre d'enseignements facultatifs (maths complémentaires et expertes) dans chaque LEGTA quelque soit l'effectif élèves -, continue de soulever de nombreuses incertitudes : comment articuler les emplois du temps ? Comment financer le matériel, actuellement à la charge des établissements ? Même si les régions venaient à financer ce matériel, la qualité et la durabilité des équipements restent largement incertaines. De plus, cette organisation implique une charge de travail importante pour les enseignant.es, avec comme seul gage de reconnaissance ou de valorisation... un open-badge !

Ces problèmes relancent les interrogations sur le numérique éducatif : quel est son coût environnemental ? Quelle est son efficacité pédagogique ? Et surtout, pourquoi n'existe-t-il toujours pas de véritable service public structuré pour encadrer son usage ?

Bac STAV : une épreuve précipitée, un calendrier aberrant...

Le bac STAV, bien que délivré par le MASA, reste largement encadré par l'Éducation nationale. La réintroduction d'une épreuve anticipée de mathématiques, bien que fondée sur des motivations pédagogiques légitimes, s'inscrit dans un processus précipité et confus.

Les coefficients, contenus et modalités d'évaluation semblent déjà arrêtés, sans réelle concertation avec les équipes pédagogiques. Le dispositif donne l'impression d'avoir été improvisé, dans la continuité d'un détricotage non assumé du bac Blanquer.

L'épreuve comporterait deux volets : l'un axé sur les automatismes, l'autre sur des exercices et problèmes. Une note de service est attendue pour en préciser les modalités, y compris pour l'épreuve de rattrapage.

...dans un mépris flagrant des contraintes des établissements

Car pour accompagner cette nouvelle épreuve de 1ère STAV dès le printemps 2026, les formations sont prévues avant la sortie...et aussitôt après. Entre un webinar programmé le 4 juillet, soit à la veille des congés scolaires, et une réunion inscrite au PNF fixée au 3 septembre, soit en pleine rentrée, notre ministère est clairement déconnecté de la réalité des établissements, empêchant toute anticipation sereine alors même que l'enjeu est majeur.

Par exemple, l'Accompagnement Personnalisé (AP), aujourd'hui dédiée à l'orientation et à la préparation de l'épreuve de français, pourrait logiquement être utilisée pour préparer celle de mathématiques, mais l'annonce tardive de cette nouvelle épreuve n'a pas permis aux équipes d'en tenir compte dans les calendriers de rentrée, déjà fixés en juin lors des réunions de filière et de chaire.

Pour ce qui est des épreuves S1 et S4 qui devaient à l'ordre du jour...l'Inspection, la DGER n'avait rien à dire, n'avait pas préparé ce sujet...et nous a renvoyé à la rentrée...en nous demandant de leur envoyer de nouveau notre enquête...comme si nos courriers, nos demandes ne dataient pas de 2023...impréparation qu'on vous disait...

Intelligence artificielle : quel cadre à construire ?

Un autre sujet d'inquiétude concerne la généralisation du recours à l'intelligence artificielle générative par les élèves : comment garantir que les prestations orales sont bien produites par les candidats eux-mêmes ? Quels critères d'évaluation adopter face à des outils capables de générer des argumentaires convaincants ? Ce vide réglementaire laisse les équipes sans repères clairs. Au-delà de la transposition du cadre d'usage en train d'être élaboré à l'Education Nationale, "si, au vu de l'expérience, il apparaît que des précisions sont nécessaires pour certains

enseignements ou certaines modalités spécifiques à l'enseignement agricole, il serait demandé à l'Inspection de l'enseignement agricole de produire les compléments nécessaires" (sic).

Des outils de suivi encore non compatibles

Enfin, la question des outils utilisés de suivi de la scolarité et de l'orientation demeure posée. Il est indispensable que ces outils soient interopérables entre l'enseignement agricole et l'Éducation nationale afin d'assurer un suivi efficace des parcours des élèves... mais ce n'est toujours pas le cas.